

Le président égyptien Al-Sissi, symbole des contre-révolutions arabes, lors de sa visite à Paris en octobre 2017.

CHARLES PLATIAU/POOL/AFP



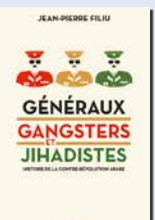
La face cachée des dictatures arabes

L'historien Jean-Pierre Filiu montre les connivences délétères entre généraux, gangsters et jihadistes.

Denis Sieffert

Le nouvel essai de Jean-Pierre Filiu, qui retrace l'histoire de la « contre-révolution arabe », s'ouvre sur un fait divers dans un pays non arabe, la Turquie. Le 3 novembre 1996, non loin de Bursa, dans le nord-ouest du pays, une Mercedes s'encastre dans un camion. L'accident retient l'attention en raison de l'identité des victimes : un chef de la police, un gangster notoire lié à l'extrême droite et sa compagne, et un député dirigeant d'une milice locale qui traquait les séparatistes kurdes du PKK. Cette voiture contient au complet, ou presque, ce que Jean-Pierre Filiu appelle « l'État profond », cotoiement de fripouilles, de militaires et de politiciens. Un pouvoir souterrain qui tire les ficelles à l'ombre des institutions officielles. Dans un ouvrage passionnant, l'un des meilleurs spécialistes du monde arabe et musulman remonte l'histoire des pays du Moyen-Orient et du Maghreb pour mettre en évidence la face cachée des régimes mis en place après les indépendances. « L'État profond » est presque partout à la manœuvre, traquant et réprimant avec ferocité toute velléité démocratique. La Syrie du clan Assad, l'Égypte, de Nasser à Abdel Fattah Al-Sissi, et l'Algérie illustrent ce système d'une redoutable efficacité qui ne connaît aucune limite dans l'horreur. Filiu évoque cette « capacité [des dictateurs] à brûler littéralement leur pays pour ne rien céder de leur pouvoir absolu ». Avant cela, le politologue fait un sort au mythe des « pères de la nation ». Mustafa Kemal

en Turquie, Nasser en Égypte, Bourguiba en Tunisie, tous autocrates, vecteurs d'une indépendance formelle, imposant à leurs pays une culture occidentale mal acceptée. C'est sous leur influence que se constituent ces « États profonds » qui n'ont guère à rendre de comptes. Filiu utilise ce qu'il appelle « la matrice algérienne » pour analyser les mécanismes des contre-révolutions. Vingt ans avant les révolutions de 2010-2011, l'Algérie avait montré la voie de la barbarie. La répétition de l'histoire est troublante. Le soulèvement d'octobre 1988 – et la brève parenthèse démocratique tolérée par Chadli, le « Gorbatchev algérien » –, des élections régulières et la victoire annoncée des islamistes du Front islamiste du salut préfigurent les futures révolutions. Puis c'est le violent retour de bâton quand la junte interrompt le processus électoral et s'emploie « à recomposer dans le sang la scène politique algérienne ». Les militaires vont ensuite provoquer une guerre civile, jalonnée de massacres imputés à des groupes islamistes infiltrés par les « services » algériens. On retrouvera en Syrie le même schéma, et les mêmes coups tordus qui sont la marque de l'État profond. Le mérite du livre de Filiu est de montrer qu'il n'y a pas de « moindre mal », mais la connivence meurtrière de tous ceux qui ne veulent pas de la démocratie, appuyée par la complicité active ou passive de la Russie et des Occidentaux. ●



Généralistes, gangsters et jihadistes. Histoire de la contre-révolution arabe, La Découverte, 311 p., 22 euros.

La Monnaie, un enjeu politique

Les Économistes atterrés (Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Jonathan Marie, Dominique Plihon, Jean-François Ponsot), Seuil, « Points », 228 p., 8,30 euros.



Cinq économistes atterrés ont regroupé leurs analyses dans un ouvrage sur l'économie monétaire, conçu comme un manuel critique. Ils retracent l'histoire de la monnaie, instrument politique et « institution sociale » au cœur des crises capitalistes. Ils décryptent de manière didactique les théories et mécanismes de la création monétaire, et interrogent le rôle des banques centrales. Ce collectif d'économistes iconoclastes esquisse enfin les principes d'une politique monétaire vertueuse au service de la transition écologique. Avec, comme prérequis, l'impératif de « dépolitiser au sens plein du terme la monnaie », pour en faire « une institution au service de la société ».

Toujours plus pour les riches. Manifeste pour une fiscalité juste

Attac, Les Liens qui libèrent, 280 p., 13,80 euros.



Les économistes d'Attac analysent la portée politique et sociale des « contre-réformes » contenues dans le premier budget de l'ère Macron. Dans un manifeste « qui s'adresse à des non-spécialistes », ils dénoncent une politique conçue pour les grandes entreprises et les plus fortunés, qui risque de conforter la formation d'une « société de rentiers », d'affaiblir le consentement à l'impôt et de dégrader les services publics, tandis que les manœuvres des multinationales pour échapper à l'impôt demeurent impunies. Un ouvrage précieux pour comprendre, au regard de l'histoire et des théories économiques, les enjeux cruciaux des politiques fiscales.

« Le Soulèvement de la vie ». Lettres à Maurice Clavel, décembre 1971



Philippe Artières, introduction de Christian Delporte, INA éditions, 190 p., 20 euros. L'apostrophe est restée célèbre : « Messieurs les censeurs, bonsoir ! » Par ces mots, Maurice Clavel, écrivain et journaliste catholique maoïste (oui, les deux étaient possibles à l'époque, du moins pour lui), quitte un plateau de télévision après avoir présenté son film *Le Soulèvement de la vie*, lors d'une soirée débat sur « les mœurs » face à Jean Royer, l'ultra-réac député-maire de Tours, après avoir découvert que l'œuvre a été tronquée d'une déclaration ambiguë du général de Gaulle sur la Résistance. À l'agence de presse qu'il dirige, l'écrivain reçoit alors des dizaines de lettres saluant généralement son geste. L'historien Philippe Artières réunit et analyse ici ce qui constitue un « formidable témoignage sur les années 1968 ». Toujours passionnant cinquante ans plus tard.